

Vers un tsunami bancaire et social Est/ouest europÃ©en

Depuis la fin des annÃ©es 1990 et jusqu'en 2008, les perceptions dominantes et la plupart des analyses concernant l'Europe de l'Est vantaient une « success story ». Elle Ã©tait Ã la fois illustrÃ©e et renforcÃ©e par l'intÃ©gration de dix pays de cette rÃ©gion dans l'Union europÃ©enne (UE) en 2004 et 2007. L'envolÃ©e des taux de croissance (mesurÃ©s par le Produit intÃ©rieur brut, PIB) tranchait avec les faibles moyennes enregistrÃ©es en Europe occidentale, ce qui Ã©tait dÃ©crit comme un « rattrapage » (supposÃ© concerner le niveau de vie). C'Ã©tait ignorer que le PIB n'est pas un indicateur de bien-Ãªtre, et que la « grande transformation capitaliste » de l'Europe de l'Est (1) s'est traduite depuis les annÃ©es 2000 par un endettement majeur et des dÃ©pendances financiÃ©res envers les banques d'Europe occidentale, sans prÃ©cÃ©dent depuis la dÃ©colonisation...

Le 15 novembre 2006, Erik Berglof, Ã©conomiste en chef de la BERD (Banque europÃ©enne de reconstruction et de dÃ©veloppement, tournÃ©e vers l'Europe de l'Est, Ã©tablie Ã Londres), commentait ainsi les transformations rÃ©alisÃ©es en Europe de l'est : « Huit ans aprÃ©s que la crise du rouble [1998] ait produit son choc dans toute l'Europe de l'Est, les banques de la rÃ©gion sont plus grandes, plus fortes, mieux rÃ©gulÃ©es, plus rentables et plus compÃ©titives que jamais ». Il ajoutait : « Ceci indique, plus que tout autre dÃ©veloppement dans la sphÃ©re Ã©conomique, que les forces du marchÃ© ont fermement Ã©tabli leur emprise dans les anciennes Ã©conomies de commandement. La plupart de ces pays "en transition" sont florissants, et le soutien bancaire est un grand appui des taux de croissance actuels? » (2). Et il est vrai que, notamment dans la foulÃ©e de l'adhÃ©sion Ã l'UE, l'envol de la croissance a Ã©tÃ© de l'ordre de 5 % Ã 8 % pour les pays d'Europe centrale, au-delÃ© pour les pays baltes, la Lettonie atteignant plus de 12 % en 2007...

Moins de deux ans plus tard, le Fonds monÃ©taire international (FMI) est appelÃ© Ã la rescousse par la Hongrie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie, la Serbie, l'Ukraine? qui sont confrontÃ©s Ã une chute de la croissance et des taux de change, une fuite des capitaux et une crise bancaire. Les politiques d'austÃ©ritÃ© budgÃ©taires, sous pression du FMI et de l'Union europÃ©enne, produisent des crises gouvernementales. Le gouverneur de la banque centrale de Lettonie a dÃ©clarÃ© que son Ã©conomie Ã©tait « cliniquement morte » aprÃ©s une baisse du PIB de 10,5 % au quatriÃ©me trimestre 2008 et autant pour le seul mois de janvier 2009. La population s'en est prise au Parlement et au TrÃ©sor et une manifestation de plus de 10 000 personnes a tournÃ© Ã l'Ã©meute en fÃ©

Certes, la rÃ©cession mondiale affectant notamment l'Union europÃ©enne (au sein de laquelle les nouveaux membres rÃ©alisent l'essentiel de leurs Ã©changes commerciaux) contracte les exportations et les emplois de ceux qui avaient Ã©migrÃ©s. La situation en Allemagne pÃ©sera lourd car elle est de loin l'acteur dominant en Europe de l'est (3), qu'elle utilise notamment comme « ateliers » pour rÃ©duire ses coÃ»ts de production de piÃ©ces dÃ©tachÃ©es de voitures (conÃ§ues, assemblÃ©es puis exportÃ©es avec le label « made in Germany »). Et pour les pays, comme la Hongrie, dont la dette publique s'est Ã©levÃ©e (pour tenter d'apaiser les mÃ©contentements populaires, avant la crise?), la crise financiÃ©re produit (psychologiquement) un « mouvement de flight to quality »

Comme le demande un journaliste de Business Week le 3 mars 2009, la question est pourquoi « tous les pays d'Europe centrale et orientale [PECO] se rÃ©veillent aujourd'hui avec une douloureuse gueule de bois, aprÃ©s des annÃ©es de croissance par endettement largement financÃ©e par les banques occidentales »? L'Ã©conomiste en chef de la BERD, Erik Berglof, Ã qui la question est posÃ©e, « avoue » : « ils ont adoptÃ© un modÃ©le de croissance que nous pensions juste habituellement? ». Mais, ajoute-t-il, « le modÃ©le n'Ã©tait pas l'erreur. L'erreur Ã©tait le manque d'architecture pour soutenir le modÃ©le » en Ã©voquant l'absence de rÃ©gulation des flux de crÃ©dit. Mais pourquoi rÃ©guler ce qui Ã©tait censÃ© apporter l'efficacitÃ© et la croissance? La vÃ©ritÃ© est qu'une variante est-europÃ©enne de la crise des crÃ©dits survenue aux Ãtats-Unis est en train de se rÃ©aliser avec en arriÃ©re-plan les conditions particuliÃ©res de la restauration capitaliste Ã l'Est dans le cadre de l'intÃ©gration Ã l'UE (5).

Quel revenu pour consommer et quel capital pour les privatisations ?

La restauration capitaliste s'est confrontÃ©e Ã l'absence de capital national, susceptible d'acheter les moyens de production qui « devaient » Ãªtre privatisÃ©s : dans l'ancien systÃ©me l'argent ne fonctionnait pas comme capital susceptible de faire du profit (les moyens de production n'Ã©taient pas, pour l'essentiel, des marchandises et il n'y avait pas de marchÃ© du capital). C'est ce que la restauration capitaliste a radicalement transformÃ©. La marchandisation gÃ©nÃ©ralisÃ©e de l'Ã©conomie devait toucher en premier (via les privatisations) les entreprises et, ce faisant, supprimer toutes les anciennes protections de la force de travail ? dont la part majeure de « salaire social » en nature (avantages sociaux associÃ©s gÃ©nÃ©ralement Ã l'emploi dans les grandes entreprises).

Mais comment privatiser de telles entreprises ? ce qui conditionnait l'accÃ©s aux crÃ©dits et institutions de la mondialisation ? sans capital « endogÃ©ne » ?

Il y a eu deux types de rÃ©ponses dans les annÃ©es 1990, Ã ces enjeux. La Hongrie (pour rembourser sa dette) et l'Estonie (pour se dÃ©tacher de l'URSS plus rapidement) ont Ã©tÃ© les seules Ã choisir de vendre au capital Ã©tranger les meilleures de leurs entreprises. Dans l'immense majoritÃ© des autres pays on a inventÃ© les « privatisations de masse », sans apport de capital. Elles ont consistÃ© Ã transformer juridiquement les entreprises en sociÃ©tÃ© anonyme divisÃ©e en parts (actions). Ces derniÃ©res ont pu alors soit Ãªtre massivement distribuÃ©es par diverses procÃ©dures, de faÃ§on quasi gratuite aux travailleurs (avec souvent un bonus pour les « cadres dirigeants » et des concentrations rapides des actions dans leurs mains), ou vendu aux enchÃ©res (dans l'opacitÃ© de divers montages financiers),

le reste Ã©tant appropriÃ© par l'Ãtat. Celui-ci pouvait ainsi devenir un vrai propriÃ©taire susceptible de vendre ses parts ultÃ©rieurement, de remettre Ã flot (en Slovaquie) ou de dÃ©manteler (aprÃ©s asphyxie) ces grandes entreprises. Pendant un temps, le maintien (dÃ©tÃ©riorÃ©) du salaire « en nature » (logements, services), ainsi que les lopins de terre, ont attÃ©nuÃ© les explosions sociales. Mais l'ensemble s'est traduit par une montÃ©e considÃ©rable du chÃ»mage (de l'ordre de 20 % pour la Pologne au moment de son adhÃ©sion Ã l'UE...), de la pauvretÃ© et des inÃ©galitÃ©s ? Ã une Ã©chelle que la Banque mondiale considÃ©rait comme sans Ã©quivalent dans le monde, compte tenu de la faiblesse des Ã©carts de revenus dans l'ancien systÃ©me.

Le « big bang » de l'élargissement et de la privatisation des banques

Le choix d'un élargissement réel de l'UE vers l'Est a été fondamentalement fait en 1999 pour faire face aux désillusions populaires croissantes, auxquelles s'ajoutaient les effets de la guerre de l'OTAN dans les Balkans (6) : la promesse d'intégration devait servir de pacificateur et faire passer la pilule des politiques impopulaires de démantèlement de l'État social. Mais il n'était pas question de financer cette « réunification du continent » par un accroissement du budget européen, contrairement aux efforts accomplis vers les pays du Sud de l'Europe et les Länder est-allemands (7). La libre circulation des capitaux dans une vaste zone de libre-échange devait apporter les financements...

Aussi, dans le cadre de la libéralisation des accords sur les services (AGCS), la plupart des gouvernements d'Europe de l'Est candidats à l'intégration dans l'UE ? à l'exception de la Slovaquie ? ont perçu comme une aubaine la privatisation de leur système bancaire (totalement nationalisé antérieurement) par vente aux banques d'Europe occidentale. Et ces dernières ont perçu l'adhésion à l'UE comme une garantie de juteuses affaires. Le contrôle du système bancaire des futurs membres (encouragé par la commission européenne et les institutions de la mondialisation) fut acquis, à plus de 50 %, dès 2001, sauf en Slovaquie.

Part des banques étrangères dans les actifs bancaires de certains nouveaux membres de l'UE

| Estonie | Bulgarie | Rép. Tchèque | Lituanie | Hongrie | Roumanie | Lettonie | Pologne |
|---------|----------|--------------|----------|---------|----------|----------|---------|
| 98% | 90% | 90% | 90% | 61% | 55% | 53% | 51% |

Source : Die Bank, 2006 (8).

Les flux des investissements directs étrangers (IDE), notamment dans le secteur financier, se sont accrus avec l'entrée dans l'Union européenne. Les banques de Lettonie, comme dans les autres pays baltes, mais aussi la Bulgarie et la République Tchèque, sont désormais contrôlées à plus de 90 % par des banques occidentales.

Le seul pays échappant toujours à ce scénario (malgré les pressions de la commission européenne) reste la Slovaquie (9). Les résistances au bradage des acquis de l'autogestion (réels en Slovaquie), la transformation des anciens syndicats en puissant appui de grèves générales au début des années 1990 comme ces dernières années, ont joué un rôle majeur tant dans les formes de privatisations que dans l'opposition à l'introduction de l'impôt à taux unique (ou « flat tax », appliqué en Slovaquie et dans d'autres pays de l'Est à des niveaux très inférieurs à la moyenne de l'UE pour attirer les capitaux). Au total, en Slovaquie, l'État a maintenu son contrôle sur le financement de l'économie.

Étrangères où pas, les banques privées restent dans le vent des placements rentables et s'emparent des bénéfices immédiats d'une libre circulation de leurs capitaux. Elles ont privilégié les placements sur la dette publique et les crédits à la consommation facilitant l'accès aux grandes surfaces des multinationales ou aux placements immobiliers (10). Telles ont été les bases d'un envol d'une croissance profondément déséquilibrée. Les firmes multinationales sont à la fois les principales exportatrices, mais aussi (dans la distribution, l'automobile, la téléphonie?) des canaux d'importations croissantes et de rapatriement de leurs profits dans les pays d'origine. D'où une croissance marquée par l'envol du crédit et les déséquilibres de la balance courante.

| en 2006 | LITUANIE | ESTONIE | LETONIE |
|-------------------------------|----------|---------|---------|
| Croissance du PIB | 7,8% | 10,4% | 12,1% |
| Croissance du Crédit | 35% | 53% | 52% |
| Balance courante (en% du PIB) | -9,5% | -14,6% | -21,3% |

Source : BRI (banques des règlements internationaux), Le Temps

Le caractère explosif de cette « croissance » est renforcé par le creusement des inégalités (notamment la place de la Lettonie pour l'indice du développement humain ? IDH ? s'est détériorée), avec comme aux États-Unis une folie consommatrice des nouveaux riches, notamment dans l'immobilier, mais aussi de la population dans son ensemble, encouragée par les offres de financements à crédit. Or, un mécanisme est-européen des « subprime » a encouragé l'endettement : l'utilisation du Franc Suisse comme monnaie de financement de leurs prêts par les banques (autrichiennes notamment, mais pas seulement) a été initialement justifiée par les taux d'intérêts très bas et par la tendance globalement à la baisse de la devise helvétique contre Euro. Près de 90 % des hypothèques hongroises sont libellées en Franc Suisse depuis 2006 et l'on estime que 45 % de l'ensemble du marché des crédits immobiliers et 40 % de l'ensemble des crédits à la consommation hongrois sont exprimés en francs suisses plutôt qu'en Forint national ! Et la Hongrie n'est ? de loin ? pas le seul pays d'Europe centrale et orientale à avoir exploité ce qui était un filon et devient un piège : les taux d'intérêts du Franc Suisse ont grimpé de plus de 3 % en moins de cinq ans contribuant ainsi à alourdir les remboursements des débiteurs d'Europe centrale. La chute du Forint hongrois de près de 10 % face au Franc Suisse en l'espace de quelques semaines a creusé d'autant la dette des Hongrois dont les revenus sont évidemment toujours libellés en Forints ?

Le montant des prêts accordés est partout considérable, à l'échelle des pays : les réseaux autrichiens ou suédois couvrent ainsi de leur prêts l'À

Et les pays en situation délicate ? comme la Hongrie ? sont ceux dans lesquels le total des prêts accordés dépasse de loin celui des dépôts bancaires locaux, ces prêts provenant d'emprunts contractés par la maison mère sur les marchés internationaux. On comprend aussi pourquoi le Ministre des Finances autrichien Josef Pröll a déployé des efforts frénétiques début février pour mettre en place un plan de sauvetage de 150 milliards d'euros pour les pays de l'ex-bloc soviétique : les banques autrichiennes réalisent 35 % de leurs profits grâce aux pays d'Europe centrale et des Balkans ; elles ont prêté 230 milliards d'euros dans la région (70 % du PIB de l'Autriche) ?

La masse globale de prêts consentis en Franc Suisse hors de Suisse est estimée à 500 milliards d'Euros. Et la quasi totalité des 1700 milliards de dollars d'emprunts est-européen sont détenus par des banques ouest européennes (Autriche, Italie, France, Belgique, Allemagne et Suède concentrent à eux seuls quelque 84 % des avoirs). Or, la part de la dette à court terme y est lourde : ces pays devront rembourser ou refinancer l'équivalent de 400 milliards de dollars en 2009 ? l'équivalent du tiers du PIB de la région (et de l'augmentation des ressources du FMI que les pays du G20 viennent de décider?).

Épilogue ou prologue ?

Une semaine après sa nomination (le 14 avril), le nouveau premier ministre hongrois a révélé les principales mesures d'un plan d'assainissement draconien des finances publiques, dont l'état avait repoussé de plusieurs années l'entrée de la Hongrie dans la zone euro. Il s'agirait, sous réserve d'un feu vert du parlement, de faire 400 milliards de forints (1,4 milliard d'euros) d'économies en 2009, puis 900 milliards (3,7 milliards d'euros) en 2010. La TVA passerait de 20 % à 25 %, mais serait ramenée pour les produits de première nécessité, dont le pain, le lait et le chauffage urbain ? à 18 % (par comparaison, elle est de 5,5 % en France pour la plupart de ces produits). Ces « fortes mesures d'austérité » affecteraient principalement les services publics, les retraites et les subventions sociales. Les fonctionnaires verront leur treizième mois supprimé, leurs salaires gelés pour deux ans et le niveau des prestations sociales légèrement abaissé. Dès la nomination du nouveau gouvernement, le 14 avril, 50 000 personnes ont défilé dans les rues de Budapest. A l'annonce des mesures d'austérité de nouveaux rassemblements sont annoncés, notamment par les fonctionnaires, dont tout permet de penser qu'ils seront au moins aussi importants ?

Les Pays d'Europe centrale et orientale qui se sont intégrés à l'UE sont à la fois en position dépendante (périphérique) et au cœur de la construction européenne néolibérale. Ils en attendaient des protections diverses et une solidarité face à la crise. Mais l'Union européenne vient de les renvoyer au FMI, comme les autres pays périphériques. Elle risque de recevoir en boomerang un nouveau tsunami bancaire, dont l'épicentre sera cette fois en son sein, avec en prime un mécontentement social de plus en plus explosif.

Avril 2009

Catherine Samary

(*) Maître de conférence en économie à l'université Paris-Dauphine et à l'Institut d'études européennes de l'université Paris 8 St Denis. Chercheure à l'IRISSO (Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales ? Paris Dauphine). Codirection de l'Atlas du *Monde Diplomatique* 2009. Dernier ouvrage : Yougoslavie : de la désintégration à l'Europe, Ed. du Cygne, 2008.

1. Pour une analyse des différentes phases qui ont conduit à ce tournant historique, et de ce que furent ces scénarios et effets des privatisations, lire « les enjeux sociaux de la grande transformation capitaliste à l'Est », en ligne notamment sur www.france.attac.org/spip.php?article872

2. Cf. BusinessWeek, reproduit dans Spiegelonline

3. Dans l'Hinterland proche de l'Allemagne, plus de 50 % des élèves du secondaire apprennent l'allemand (contre 24 % dans l'UE-27), dont 64 % en Pologne et 72 % en Slovaquie, ce qui a favorisé des délocalisations. Le stock de capital allemand investi en Europe de l'Est en 2003 était de 29 milliards d'euros (contre 18 milliards pour la France ou la Grande-Bretagne et environ 8 milliards pour les États-Unis). Fin 2007, ce montant atteignait les 50 milliards d'euros selon H. Brodersen, « Le modèle allemand à l'exportation », novembre 2008, www.ifri.org/files/Cerfa/Note_57.pdf [1]

4. Cf. Jason Bush, « Latvia's Crisis Mirrors eastern Europe's Woes », du 03/03/2009 reproduit par Spiegelonline.

5. Sur les conditions d'adhésion à l'Union européenne, lire « des privatisations forcées à la démocratie imposée... », <http://www.france.attac.org/spip.php?article1773>[2]. Cf. aussi le site du Monde Diplomatique sur ce sujet.

6. C'est à la fin de la guerre de l'OTAN sur le Kosovo en juin 1999 que le « Pacte de stabilité » a été proposé aux Balkans, comme « anti-chambre » de l'UE (pour isoler la Serbie de Milosevic). Le Conseil de Thessalonique de 2003 confirmera le choix de considérer les Balkans comme possibles candidats à l'Union.

7. Le projet de Traité constitutionnel européen... le mentionne explicitement : les subventions fédérales allemandes aux nouveaux Länder (quelque 100 milliards de DM par an pendant plus de dix ans) devaient être l'exception.

8. Cf. Olena Etokova, « Case study Foreign capital entry to Banking Systems of Economies in Transitions : prospects for Ukraine » www.eurojournals.com/finance.htm[3]. Cette étude souligne que la loi empêche en Ukraine le rachat des banques par le capital étranger.

9. Cf. Overview of banking sector in Slovenia, 27 oct. 2008, www.qualobster.eu/doc

10. Cf. étude citée en note 7.

- [Interventions](#)

URL source: <http://contretemps.eu/interventions/vers-tsunami-bancaire-social-estouest-europeen>

Liens:

[1] http://www.ifri.org/files/Cerfa/Note_57.pdf

[2] <http://www.france.attac.org/spip.php?article1773>

[3] <http://www.eurojournals.com/finance.htm>